

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Cherté de la vie

Les populations du Borgou-Alibori, Zou-Collines sensibilisées

Les membres du Gouvernement, associés aux cadres de chaque milieu, étaient, le week-end écoulé, devant les populations des ... • (Page 11)

Restauration à l'école

Extension des cantines à 75% dans les écoles de Djougou

Depuis le lancement de la cantine scolaire dans les écoles, le gouvernement ... • (Page 10)

Entretien avec Blaise Ahouantchedé, Président & CEO de Afrik Créances • (Pages 03 & 04)

« Il y aura un élargissement de l'offre bancaire vers les populations »



• Blaise Ahouantchedé, Président & CEO de Afrik Créances

Notation financière

Fitch Ratings confirme la note « BBB » de la BOAD

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note 'BBB' de la Banque Ovest ... • (Page 02)

Production pharmaceutique

Interglobe IEG et TURK Ilac s'associent pour investir

À la suite du 3ème sommet Afrique-Turquie qui s'est tenu à Istanbul en décembre 2021, TURK Ilac, entreprise turque leader dans la ... • (Page 08)

Pose de 02 Conteneurs aménagés

L'ONG Internationale Mines Advisory Group recrute des entreprises

Dans le cadre de l'exécution de certains de ses projets au Bénin, l'ONG Internationale Mines Advisory Group (MAG), à travers le Projet OCWART, en collaboration avec ... • (Page 05)

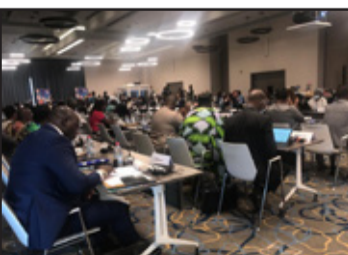
Développement

La CCI Bénin forme plusieurs chefs d'entreprises au programme Empretec

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin), dans sa mission de fournir des services innovants ... • (Page 11)

Journée béninoise de la Société financière internationale • (Page 09)

La SFI préoccupée par la compétitivité du secteur privé béninois



Chers lecteurs anglophones

Lisez chaque lundi dans votre journal L'économiste du Bénin, en langue anglaise, la synthèse des informations de la semaine écoulée. **News Eco**, pour mieux vous servir.

Notation financière

Fitch Ratings confirme la note « BBB » de la BOAD

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note 'BBB' de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) avec une perspective stable. L'évaluation par Fitch de la note moyenne du portefeuille de prêts est passée de « B » à « B- » lors de l'examen précédent, conformément à la hausse du risque de crédit.



• **Félicienne HOUËSSOU**

Fitch Ratings a confirmé la note de défaut des émetteurs à long terme (LT IDR) à « BBB » avec une perspective stable. Cette notation est principalement due au soutien extraordinaire de ses principaux actionnaires, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO, détenant 47 % du capital de la BOAD) et la Côte d'Ivoire (BB-/Stable, 6% du capital). Fitch évalue la capacité des principaux actionnaires à fournir un soutien à « bbb- », en tenant compte de leur qualité de crédit moyenne. Selon le communiqué de Fitch Ratings, l'évaluation par Fitch du profil de crédit autonome (SCP) de la BOAD est " bb+ ", inchangée par rapport à l'examen précédent, reflétant son évaluation de solvabilité de " bbb + " et un ajustement négatif de trois crans, résultant de l'environnement commercial à haut risque de la banque. Selon Fitch, la BOAD est confrontée à un risque de crédit accru principalement en relation avec les développements récents au Mali (12% des prêts à fin 2021) mais aussi en raison d'autres risques régionaux (comme au Burkina Faso, 12% des prêts livre à fin 2021) et mondiaux (tels que la hausse des prix des matières premières) qui pourraient affecter la qualité de crédit des emprunteurs de la BOAD. Cependant, ces risques sont compensés par l'impact positif de l'émission attendue d'un instru-

ment hybride, soutenant le SCP stable. En ce qui concerne la capitalisation, Fitch s'attend à ce que la banque émette un instrument hybride en 2022, augmentant considérablement le capital. Les projections de Fitch ne tiennent pas compte d'une nouvelle augmentation de capital malgré les discussions en cours sur une augmentation de capital.

Principaux indicateurs de performances

La BOAD a un score de pertinence ESG de '4[+]' pour 'Human Rights, Community Relations, Access and Affordability'. La banque a un score de pertinence ESG de '4' pour la 'Structure de Gouvernance'; un score de pertinence ESG de '4' pour 'État de droit, qualité institutionnelle et réglementaire'; un score de pertinence ESG de '4[+]' pour 'Statut de la politique et efficacité du mandat'. Fitch évalue également la liquidité de la BOAD à 'a'. L'évaluation reflète la « forte » couverture de la dette à court terme par des actifs liquides et l'accès avéré de la banque aux marchés des capitaux. L'évaluation de la liquidité est renforcée par l'accès de la BOAD au guichet de refinancement de la banque centrale régionale, une caractéristique rare pour une banque multilatérale de développement. Le communiqué de l'agence de notation souligne que

l'environnement commercial « à haut risque » de la BOAD reflète principalement les faibles revenus et les risques politiques élevés dans les pays dans lesquels la banque opère, y compris le Togo où se trouve le siège de la banque. L'évaluation prend également en compte l'exposition au risque non souverain (33% de l'exposition bancaire à fin 2021), la taille relativement petite de la banque et l'importance de son mandat public. Ces dernières années, la BOAD a été le deuxième bailleur de fonds pour les infrastructures dans l'UEMOA, juste derrière la Banque mondiale

La notation à court terme de « F2 » est l'option la plus élevée au niveau du point de rebroussement « BBB » sur le tableau de correspondance des notations à long terme de Fitch. Le choix de l'option la plus élevée résulte de l'évaluation de la liquidité de la banque de 'a', qui est supérieure au niveau équivalent à la notation minimale à long terme (BBB+), à laquelle la notation à court terme la plus élevée (F2) s'appliquerait toujours. Également, plusieurs facteurs pourraient, individuellement ou collectivement, conduire à une action/amélioration positive de la notation. Il s'agit du renforcement de la capacité des actionnaires clés de la BOAD à fournir un soutien; l'amélioration significative de l'évaluation de la solvabilité de la banque.

AUX DÉCIDEURS...

Racket aux frontières !

Forme de chantage de proximité, avec menaces de violence ou trafic d'influence dans le but d'extorquer de l'argent, des objets ou des renseignements. Ainsi se définit le racket. Au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest, les règles qui régissent la vie communautaire prescrivent, entre autres, la libre circulation des personnes et des biens. Ce qui suppose que les États membres se sont engagés à lever les obstacles et les entraves à la circulation. En d'autres termes, les barrières policières ne devraient servir qu'à contrôler essentiellement les pièces d'état civil des usagers pour s'assurer de leur identité et de vérifier si ces derniers ne sont pas porteurs éventuellement de produits prohibés. Cette inspection devrait se faire dans un esprit débarrassé d'a priori, donc sans arrière-pensée de vouloir nécessairement causer du tort à l'utilisateur. Mais que constate-t-on ? Exactement le contraire de ce qui devrait s'observer dans un espace communautaire de libre-échange. Aux frontières des pays membres de la CEDEAO, les règles établies pour une libre circulation des personnes et des biens ne sont pas respectées. A Sèmè-Kraké, entre le Bénin et le Nigeria, les usagers sont soumis à des tracasseries de toutes sortes. Exigence de passeport et de collecte de faux frais. Il en est de même à la frontière bénino-nigérienne entre Malanville et Gaya et ce malgré la juxtaposition des postes de contrôle. Les mêmes pratiques ont cours à la frontière du Bénin avec le Burkina Faso. Entre Illacondji au Bénin et Sanvicondji au Togo, la probité des policiers n'est pas parvenue à les soustraire des rackets. Les véhicules en transit sont soumis aux fouilles d'usage. Mais, les agents de sécurité ne s'empêchent guère d'extorquer de l'argent aux usagers. Le même phénomène s'observe aux frontières du Togo avec le Ghana, du Ghana avec la Côte d'Ivoire et ce malgré l'existence d'un autre accord baptisé OCAL : Organisation du corridor Abidjan-Lagos. En définitive, les idées qui ont sous-tendu la création de l'espace communautaire ne sont pas traduites dans les faits. De manière évidente, chaque État à travers sa police continue de fonctionner en respectant plutôt les lignes de balkanisation. Avouons que sur ce plan, la CEDEAO n'a pas avancé.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

UEMOA : Légère hausse des taux d'intérêt des banques en mars 2022

Les taux d'intérêt débiteurs appliqués par les banques de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à leur clientèle ont enregistré une légère hausse de 0,03 point de pourcentage au cours du mois de mars 2022 par rapport au mois précédent, selon les résultats de l'enquête sur les conditions de banque réalisée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) basée à Dakar. Hors charges et taxes, ce taux débiteur est ressorti à 6,28% en mars 2022 contre 6,25% en février 2022.

Entretien avec Blaise Ahouantché, Président & CEO de Afrik Créances

« Il y aura un élargissement de l'offre bancaire vers les populations »

Du 05 au 06 mai 2022 a eu lieu à Lomé la première édition du Forum international de l'intermédiation, du numérique et de l'innovation (FONI). Il a consacré le lancement officiel des activités d'Afrik Créances et l'annonce de la mise en place du premier Guichet unique régional et un Fonds d'impulsion aux PME/PMI (GURFI). Dans cet entretien, Blaise Ahouantché, Président & CEO de Afrik Créances revient sur cette édition génèse et les grandes mutations à venir dans le système bancaire et de l'accès au financement des PME/PMI en Afrique. Lisez.

L'économiste du Bénin : Vous venez de boucler la première édition du FONI au terme de laquelle vous avez lancé Afrik Créances. Que retenir ?

Blaise Ahouantché : Merci déjà de l'opportunité que vous m'offrez de pouvoir parler du nouveau projet régional que je porte désormais. Je voudrais vous remercier pour tout ce que vous faites en matière de diffusion de l'information économique. De plus, vous venez du Bénin, mon pays natal et sincèrement, j'en suis vraiment touché. Le projet Afrik Créances est le fruit de plusieurs années de réflexion que des partenaires m'ont fait l'amitié d'en conduire les destinées dont le siège régional sera ici à Lomé avec un rayonnement sur dix à quinze pays les cinq prochaines années. On va démarrer fondamentalement avec quatre pays. Le Togo où il y aura une filiale, le Sénégal, la Côte-d'Ivoire et le Mali. Nous allons essayer de tester le modèle régional de ce nouveau concept ou modèle d'affaire sur ces premiers pays puis après, nous allons faire l'extension à d'autres en fonction des opportunités qui s'offriront.

Pourquoi une telle initiative et qu'est-ce qui l'a inspirée ?

C'est une bonne question. Vous savez, nous sommes des observateurs avertis des problèmes auxquels sont confrontés aujourd'hui les États, les sociétés et les entreprises, je dirai de manière générale, les agents économiques. Le constat est clair. À partir des chiffres, on peut expliquer le bien-fondé d'une telle initiative. Quand vous prenez aujourd'hui le taux de bancarisation comparé aux pays développés, il reste relativement encore faible. Des efforts ont été fait parce que quand j'étais à la tête du GIM-Uemoa dans les années 2000, le taux de bancarisation tournait autour de 10% ;

maintenant, il a progressé et se situerait à environ 30%. Dans les pays développés, ce taux avoisine les 99%. Le deuxième volet que je voudrais souligner, c'est le financement des PME/PMI, le financement des agents économiques, l'accès au crédit. Il y a aujourd'hui des efforts à faire pour accompagner ces acteurs économiques. Je fais partie des écoles qui pensent qu'on ne peut assurer un vrai financement de l'économie, que lorsqu'on attaque le secteur privé. C'est pour cela qu'après observation de toutes ces problématiques, nous avons décidé de la mise sur pied d'un nouveau projet avec un nouveau modèle d'affaire. Un projet axé sur l'intermédiation qui va entrer en relation avec les agents économiques pour apporter, si vous voulez, un appui aux banques et aux États dans leur processus de soutien au secteur privé et au financement de l'économie. C'est ça l'enjeu à l'étape actuelle.

Durant la cérémonie de lancement du projet, on



• Blaise Ahouantché, Président & CEO de Afrik Créances

vous a vu mobiliser, la fine fleur du secteur financier sous-régional. Aujourd'hui, qu'est-ce que vous leur apportez de plus à travers ce projet ?

La présence de tous ces acteurs, le parterre d'autorités et de participants venus des cinq coins du monde, montrent véritablement l'intérêt que porte ce projet. Nous sommes partis d'abord des termes de référence à travers lesquels nous avons planté le décor en dressant le diagnostic des sujets qui interpellent à la fois les autorités, les régulateurs, les institutions régionales, internationales, les États et les acteurs économiques. A partir de ce diagnostic, les gens étaient sensibles et se sont dit voilà un cadre d'échanges qui peut permettre un dialogue entre les régulateurs bancaires, financiers ou des télécommunications ainsi que d'autres régulateurs avec les consommateurs et également les agents économiques. Et vous avez vu que les thèmes qui ont été choisis répondaient véritablement aux préoccupations de nos populations et de nos entreprises.

Justement et les principales préoccupations étaient l'intermédiation, la réglementation, l'inclusion financière, la digitalisation pour ne citer que celles-là. Alors, quelle est la pertinence de ces sujets dans le contexte actuel ?

Vous avez un bon œil Monsieur le Journaliste. Je l'ai dit et je parie sur un siècle que pendant encore cent ans, on va toujours entendre parler du tryptique « Intermédiation, Numérique et Innovation ». Nous sommes dans une nouvelle ère avec ce que j'appelle un espace de globalisation, avec tous les pays qui sont interconnectés, où aujourd'hui, nous avons dans un certain nombre de pays confrontés à des problématiques de financement et de développement qui affectent par effet domino d'autres pays. Donc nous sommes dans un monde vraiment inter-dépendant

favorisé par les technologies. Ces thèmes-là ont été choisis pour concrètement essayer d'aborder des sujets à travers lesquels, nous pourrions accompagner utilement nos agents économiques et nos États. Je prends par exemple la question de l'intermédiation. C'est un sujet qui est d'actualité dans tous les pays du monde. De plus en plus, on trouve de nouveaux acteurs sur le marché qui ont plus d'agilité et utilisent efficacement la technologie pour accéder aux consommateurs ou aux agents économiques. Nous notons par exemple les questions liées à la digitalisation qui permettent de mettre en place des produits et services basés sur la technologie pour pouvoir satisfaire les consommateurs. Nous, dans notre positionnement comme je le dis, étant à cheval entre les agents économiques et les banques qui sont les partenaires directs de Afrik Créances, nous allons vraiment fournir une offre diversifiée et variée basée sur la technologie et faire en sorte que l'offre bancaire, l'offre financière des banques puisse être élargie vers des populations qui n'ont pas accès au crédit, des populations qui n'ont pas accès aux services financiers, des populations qui aujourd'hui ont

Afrik Créances mettra un accent particulier sur le capital humain et l'excellence. Quand vous venez avec une idée, nous devons vous aider à la transformer en projet bancable et vous aider à obtenir le financement, constituer les garanties

besoin justement d'accompagnement. C'est d'ailleurs pour ça que lors de ce forum, j'avais parlé de la première initiative, de la mise en place du Guichet unique régional et un Fonds d'impulsion pour les PME/PMI sur lequel, nous allons travailler les prochaines années. Car c'est important qu'il y ait des instruments qui facilitent l'accès au financement dans un cadre d'intégration. C'est comme cela, me semble-t-il, que nous allons pouvoir appuyer les États dans leur quête de développement.

Afrik Créances se définit comme le premier hub de services financiers de la sous-région. Quels sont les moyens, atouts et opportunités...en un mot, votre force pour la réalisation de cette grande vision ?

Pour réussir un tel projet, il faut avoir du capital humain. Ça c'est la première des choses. Tout le reste, c'est facile. Si nous avons des ressources humaines bien formées, capables de porter des projets transformateurs, des projets innovants comme celui d'Afrik Créances, le défi devient facile à relever. C'est pour cela que j'étais très content en voyant les étudiants du Centre de Formation Bancaire du Togo qui étaient là, j'ai saisi l'occasion pour attirer leur attention sur la nécessité d'approfondir véritablement leurs connaissances dans les domaines qui sont très demandés aujourd'hui. Afrik Créances mettra un accent particulier sur le capital humain et

Suite à la page 04

Entretien avec Blaise Ahouantché, Président & CEO de Afrik Créances

« Il y aura un élargissement de l'offre bancaire vers les populations »

l'excellence. Je voudrais rappeler que les trois principaux domaines qui nous paraissent extrêmement importants sont : premièrement l'ingénierie financière où on a besoin des compétences, des gens qui sont pointus, qui maîtrisent des dossiers de structuration parce que dans les différents pans d'activités d'Afrik Créances, nous avons besoin de prendre en charge des projets complexes, de les analyser et de les rendre bancables puis les porter pour chercher du financement. C'est pour ça qu'on parle d'un guichet. C'est-à-dire que demain, au niveau de Afrik Créances, quand vous venez avec une idée, nous devons vous aider à la transformer en projet bancable et vous aider à obtenir le financement, constituer les garanties, aller vers les banques, mettre les banques en concurrence pour accélérer le processus de traitement : c'est ça ce qui fonde le modèle d'affaires de Afrik Créances. Je pense, de mon expérience dans la zone, que c'est la première fois qu'on initie de manière structurée, un tel volet de courtage en crédit. Le deuxième domaine, c'est celui de l'ingénierie informatique. Dans l'ingénierie informatique, nous allons nous appuyer sur les jeunes qui maîtrisent vraiment la technologie. Et le troisième domaine, c'est l'ingénierie juridique. Ce dernier se justifie par le fait qu'on développe une offre de recouvrement des créances où nous avons vraiment besoin d'éminents juristes pour s'en occuper. Donc notre premier atout, c'est d'abord le capital humain. Le deuxième atout, c'est que nous avons quand même une bonne connaissance de l'environnement. J'ai fait moi-même, un peu, le tour de la zone Uemoa, je dirai de l'Afrique pendant mes fonctions antérieures où j'ai discuté avec les populations pour comprendre leurs besoins. Je suis un homme de terrain. J'ai dû faire un certain nombre de diagnostics pour voir ce qu'il est possible d'apporter en termes de solutions à ces besoins de nos populations et de nos agents économiques.

Ceci est très important quand vous initiez un projet de telle envergure à l'échelle de dix à quinze pays. Et pourquoi j'insiste là-dessus ?

C'est parce que j'aurais dû faire un autre choix que de présider au destin de Afrik Créances. Mais je me suis dit qu'il faille laisser un héritage pour l'Afrique. Car personne ne viendra construire notre continent à notre place. Il n'y a que les Africains qui puissent le faire. Donc il faut un peu de sacrifice, un peu de détermination, et croire en ce que nous faisons.

Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est faire en sorte que l'on parle d'une Afrique qui gagne, d'une Afrique qui va loin dans un cadre d'intégration. Et l'intégration devient un atout important parce que nous avons des pays avec une population qui croît sans cesse. Ce n'est que dans un cadre intégré que nous pouvons profiter de tous ces instruments régionaux qui existent. Et là, nous pourrions avoir la masse critique qui nous permette de sécuriser et de rentabiliser nos initiatives. Donc le dernier atout, c'est vraiment la digitalisation. Ça, c'est incontournable. Quand je parle de digitalisation, elle regroupe la technologie, les innovations, et la modernisation. Voyons le cas du Bénin par exemple, je tiens



vraiment à saluer le travail qui est fait, notamment l'administration intelligente qui produit des résultats impressionnants. Avant, pour pouvoir prendre son casier judiciaire, il fallait parfois se déplacer sur plusieurs centaines de kilomètres pour se rendre dans sa localité. Aujourd'hui, on peut l'obtenir en ligne en quelques minutes même si on est à l'étranger. La dernière fois, j'étais aux Etats-Unis et j'avais besoin de mon casier judiciaire. C'est en ligne que je l'ai obtenu en quelques minutes. Il faut saluer les efforts qui ont été faits par le gouvernement du Bénin. Aujourd'hui, ce que nous essayons de faire à travers Afrik Créances, c'est d'apporter notre modeste contribution, de par la connaissance que nous avons de l'environnement et de l'écosystème, pour soutenir non seulement les efforts des États mais également ceux des entreprises, notamment les PME/PMI, et donner une fenêtre aux populations pour accéder au crédit et puis aux services financiers à moindre coût.

Quels sont les autres objectifs que vise Afrik Créances à travers le FONI qui se veut un puissant outil mobilisateur des acteurs financiers à court, moyen et long terme ?

Au titre du FONI, au départ, je pensais en faire un événement chaque deux ans. Mais quand j'ai vu l'engouement hier, j'ai compris qu'on ne peut pas attendre deux ans. Beaucoup de choses vont passer. Il faudrait pendant les débuts tout au moins en faire un événement annuel.

Au vu des questions, de la qualité des intervenants, vraiment, le sujet intéresse les gens. Et quelqu'un m'a même fait la confiance, d'habitude pour ces événements, on voit les gens venir à l'ouverture et on ne les voit plus, c'est fini. Mais pendant deux jours, il y avait une attention particulière, des débats intéressants sur lesquels les gens sont restés concentrés. Ce qui a le plus retenu mon attention, c'est que les autorités étaient présentes à l'ouverture et à la clôture ; il y en avait aussi dans la salle qui venaient écouter les débats. C'était très touchant. La pertinence des problématiques évoquées a retenu toute mon attention.

Les régulateurs sont interpellés pour apporter des

réponses. Aujourd'hui, moi je dis, si nous écoutons le marché, si le FONI peut permettre de réunir les acteurs, d'être un cadre fédérateur et d'échanges, nous pourrions relever les défis de développement. C'est ce que les pays développés ont réussi à faire. On parle des États-Unis d'Amérique mais les États-Unis d'Afrique doivent commencer à travers des initiatives du genre où les gens peuvent venir partager leurs expériences, et que les autorités, les acteurs puissent s'en saisir et créer le cadre qu'il faut pour faciliter les affaires. Ce n'est que ça, et c'est ce que le FONI compte faire. Donc à très moyen terme, l'année prochaine, les 4 et 5 mai 2023, on va faire le FONI ici même à Lomé. Vous me permettrez de penser au Bénin dans les années qui suivront. Je vous promets qu'on ira au Bénin et qu'on va placer le FONI sous l'autorité de son excellence le Président de la République Patrice Talon. Ça je vous le promets et

Les États-Unis d'Afrique doivent commencer à travers des initiatives du genre où les gens peuvent venir partager leurs expériences, et que les autorités, les acteurs puissent s'en saisir et créer le cadre qu'il faut pour faciliter les affaires.

je prendrai des dispositions dans ce sens. Un autre objectif pour Afrik Créances,

maintenant que nous commençons notre activité, sera de mettre en place tous les process. Vous savez que moi j'aime quand les choses sont bien faites. Il faut prendre le temps de mettre en place les process et voir comment au cours du troisième trimestre, nous allons pouvoir ouvrir nos portes au public afin que les gens puissent venir voir les innovations de Afrik Créances. A moyen terme, il faut recruter les bonnes compétences, les talents qui vont travailler au sein de Afrik Créances. J'ai été très transparent à la clôture. J'ai dit qu'on veut les meilleurs, on ne veut pas de l'à-peu-près. On ne peut pas construire un projet d'une telle importance avec de l'à-peu-près. Je voudrais saluer au passage le travail remarquable que font les médias. Je veux parler des médias qui nous accompagnent, et sans trahir aucun secret, L'économiste du Bénin que dirige un grand Monsieur, Léonard Dossou. Aujourd'hui on a besoin des talents, des champions. Et je considère L'économiste du Bénin, aujourd'hui, comme un champion de l'information économique avec un positionnement qui est très clair. Tous les décideurs aujourd'hui, chaque matin, lisent le journal L'économiste. Moi, j'étais aux Etats-Unis mais je recevais régulièrement ce journal et je le lisais. C'est pour dire que l'Afrique doit fabriquer des champions. C'est ce que les États Unis font. Ils fabriquent des champions et ce sont ces champions-là qui drainent le pays. Donc à terme, Afrik Créances va se positionner comme un champion de l'intermédiation, et aider les gens. On va développer les différents pays, recruter les directeurs généraux de ces filiales et on va accompagner les différents États, les agents économiques conformément à la mission et la feuille de route que nous nous sommes tracées. Voilà donc un peu la mission les prochains mois et les prochaines années. Je pense qu'on ne va pas chômer, surtout que le domaine est très vaste.

Entretien réalisé par Léonard DOSSOU et transcrit par Bidossessi WANOU

AVIS DE PUBLICATION APPEL D'OFFRES OUVERT

Référence : Pr 001/WA2780/OCWART/BJ/2022/05.

Aménagement et pose de 02 Conteneurs Aménagés de 20 pieds à déployer sur Natitingou et 01 container aménagé à déployer sur Kandi, après modifications à Cotonou.

Dans le cadre de l'exécution de certains de ses projets au Bénin, l'ONG Internationale Mines Advisory Group (MAG), à travers le Projet OCWART, en collaboration avec la Commission Nationale de lutte contre la Prolifération des armes légères (CNLCPAL) lance un appel d'offres afin de recruter des entreprises de construction / chaudronnerie pour les travaux tel que décrits ci-dessus.

Ces travaux sont à effectuer selon les spécifications contenues dans le dossier d'Appel d'Offres. L'adresse pour la consultation, le retrait de dossier à titre gracieux et le dépôt des offres est :

**Mines Advisory Group,
Lot n°1766 à Fidjrossè-Kpota (12ème Arrondissement), Commune de Cotonou
A cote de l'Auberge Gbodjéti a Houenoussou / Téléphone : +229 53 198 567**

Les correspondances, les demandes d'informations seront adressées à l'adresse électronique Yacouba.Kone@maginternational.org en tenant en copie Danra.Baimale@maginternational.org, et Lizerd.Ngozi@maginternational.org. Les demandes d'informations seront acceptées jusqu'à 72 heures avant la date limite de réception des offres.

Les candidats intéressés à participer au présent appel d'offres peuvent, après retrait du dossier, préparer leur offre et la déposer à l'adresse de la procédure telle qu'écrite ci-dessus. Noter que :

- La présente consultation est un appel d'offres ouvert. Elle ne saurait être considérée comme une promesse de contrat de quelque nature que ce soit,
- Les frais éventuels liés à la préparation de l'offre à soumettre sont entièrement à la charge des soumissionnaires et ne donneront lieu à aucune sorte de remboursement,
- MAG n'est pas tenu de donner suite au présent appel d'offres,
- Le présent dossier ne doit subir d'autre diffusion que celle nécessaire à son traitement. MAG se réserve le droit de demander la restitution du dossier fourni et des copies qui en auraient été faites, sans autre forme de paiement,
- Au terme de la passation de marches, le contrat des travaux devra être enregistré. Tout paiement éventuel d'avance sera soumis à la fourniture d'une caution bancaire selon les termes du contrat.

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant :

- | | | |
|----|--|--|
| 1. | Date de début de retrait des dossiers : | 16 mai 2022 à partir de 09 Heures ; |
| 2. | Retrait des dossiers : | Jours ouvrables, du 16 au 31 mai 2022 de 09h00 à 13 h00 ; |
| 3. | Date limite pour la demande de clarifications : | 31 mai 2022 ; |
| 4. | Date de remise des Offres : | 03 juin 2022, de 09 :00 à 13 :00, puis 15h00 à 17h00. |

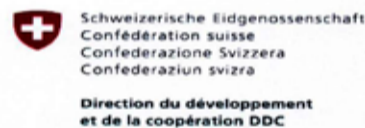
Toutes les offres seront libellées en français et en Francs CFA de l'Afrique de l'Ouest.

Fait à Cotonou, le 9 mai 2022.

Pour MAG,

Nicole Ntagabo

Responsable Régionale des Programmes.



**APPEL A PROJETS :
SUBVENTIONS POUR INITIATIVES AGRICOLES A CARACTERE PRIVE**

Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) avec le soutien de la Coopération Suisse, lance un appel à projets pour le financement sous forme de subventions partielles des investissements agricoles à caractère privé et des services non financiers, au profit des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) et des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) agricoles régulièrement immatriculées et intervenant dans les filières manioc, riz, maïs, soja, maraichage, pisciculture, mangue, viande et lait.

Les détails de l'appel à projets sont à retrouver sur le site internet www.fnda.bj

Sur demande insistante des bénéficiaires, le délai pour postuler à l'appel à projets est prorogé jusqu'au vendredi 03 juin 2022 à 17 heures 30 minutes.

Pour toute préoccupation, prière écrire à l'adresse électronique contact@fnda.bj ou se rapprocher de l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA) de la commune concernée.



Scanner le code QR d'accès au formulaire de soumission



Saisir l'adresse mail : fnda_projets@fnda.bj
Mot de passe : FND@Appel2022



Siège : Cotonou, Quartier Zongo, immeuble ESPACE ANTOU, 3^{ème} rue à droite en quittant Carrefour Maromilitaire pour la BOA Agence Zongo.



Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal
des décideurs**

Législatives 2022

Jean-Luc Mélenchon promet un Smic à 1.500 euros nets, contre 1.300 euros aujourd'hui

Jean-Luc Mélenchon a annoncé dimanche que le Smic passerait finalement à 1.500 euros nets, pour tenir compte de l'inflation, en cas de succès de la Nouvelle union populaire, écologiste et sociale (Nupes) aux prochaines élections législatives. Depuis le 1er mai, le Smic mensuel est à 1.645,58 euros brut, soit 1.302,64 euros en net. Le programme de LFI, l'Avenir en commun, prévoyait jusque-là un Smic à 1.400 euros nets, mais, répondant sur France 3 à une question sur cette proposition rendue « caduque » par les effets de l'inflation, l'ancien candidat à la présidentielle et « candidat » au poste de Premier ministre, a annoncé un ajustement. « Je vous annonce donc aujourd'hui que la progression de 15 % sera observée par rapport au niveau des prix », a-t-il poursuivi. Donc le Smic à 1.500 ? « Bah oui, par la force des choses, nous on est là pour faire avancer la vie des gens, pas pour la bloquer », a-t-il argumenté. « Puisque le Smic est maintenant à 1.300 euros du fait de l'inflation, nous le passerons à 1.500 euros net par mois », a-t-il ensuite tweeté. « Il y aura une conférence salariale obligatoire



par branches dès que je serai élu Premier ministre », a aussi répété le député LFI des Bouches-du-Rhône, qui ne se représente pas aux législatives.

Il fait le point sur l'affaire Taha Bouhafs

Jean-Luc Mélenchon est aussi revenu sur l'affaire Taha Bouhafs, le journaliste militant qui a finalement retiré sa candidature dans la circonscription de Vénissieux (Rhône) après avoir été prévenu de l'ouverture d'une enquête interne pour des accusations de violences sexuelles. « Je tiens à souligner le caractère odieux de la campagne raciste contre Taha Bouhafs (avant même ces accusations) et ça, ça restera parce

que c'est à ce moment-là que Fabien Roussel est intervenu », a souligné Jean-Luc Mélenchon. « Personnellement je reste sous le choc d'avoir vu intervenir en pleine campagne raciste un dirigeant politique de notre famille pour attaquer quelqu'un », a-t-il ajouté. Il a distingué ce point « de la question que posent les violences sexistes et sexuelles que notre commission a tranchées » en « cinq jours », puisque « à notre époque, la parole des femmes est prioritaire et c'est elles qu'on croit d'abord ». La France insoumise a annoncé mercredi avoir ouvert une enquête interne après des accusations de violences sexuelles à l'encontre Taha Bouhafs.

20 minutes

Premier trimestre en France

Croissance nulle et baisse nette de la consommation des ménages en mars

L'activité économique française s'est déjà mieux portée. Au premier trimestre, la croissance du pays était à plat à 0 %, selon une première estimation publiée vendredi par l'Insee. Une prévision bien inférieure aux attentes, l'Institut national de la statistique ayant prévu une croissance de 0,3 %, tandis que la Banque de France tablait sur une petite progression du produit intérieur brut (PIB) de 0,25 %. L'activité économique marque ainsi nettement le pas après la croissance de 0,8 % enregistrée au quatrième trimestre de 2021 (chiffre révisé à la hausse de 0,1 point) et la forte reprise de l'ensemble de l'année dernière (7%). Ce chiffre s'explique du fait d'un recul de la consommation des ménages, tra-

ditionnellement moteur de la croissance française, sur fond d'inflation et de guerre en Ukraine, selon l'institut qui en publie également les chiffres. La consommation des ménages a ainsi « nettement » baissé en mars, de 1,3 %. « Cette baisse est principalement due au recul de la consommation alimentaire (-2,5 %) et, dans une moindre mesure, à celui de la consommation d'énergie (-1,6 %) », mais aussi dans l'hébergement-restauration et l'habillement-textile, a précisé l'Institut national de la statistique. L'hôtellerie-restauration toujours frappée, l'investissement résiste. La crise sanitaire encore très présente en janvier a encore marqué la production de biens et services au premier trimestre (qui augmente de 0,5 %, avec une

forte baisse de l'activité dans l'hôtellerie-restauration, les services d'éducation, « liée à la fermeture de certaines classes », et à l'inverse une amélioration dans les services de santé. La production de biens a elle accéléré, après deux trimestres de stabilité. Pour l'instant l'investissement résiste, même s'il se tasse, avec une progression de 0,2 % au premier trimestre, tiré par les investissements en services informatiques en lien avec la numérisation croissante des entreprises. Enfin, le commerce extérieur poursuit son redressement, même si c'est à « un rythme toutefois moins soutenu que le trimestre précédent », souligne l'Insee, avec une hausse de 1,5 % des exportations, quand les importations ont progressé de 1,1 %

20 minutes

Appels à la violence de groupes séparatistes

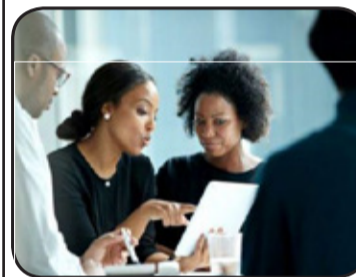
Le Nigeria veut sanctionner Facebook

Déterminés à lutter contre les discours haineux sur les réseaux sociaux, les autorités nigérianes ont posé des actions fortes dans ce sens. Le gouvernement nigérian a même utilisé ce motif pour justifier la suspension de Twitter pendant plusieurs semaines. Au Nigeria, les autorités locales pourraient se pencher dans les heures prochaines sur la modération du contenu de Facebook dans le pays. Le 12 mai, dans une diffusion en direct sur le réseau social, Efe Uwanogho, également connue sous le nom d'Omote Biafra, un des principaux porte-voix du séparatisme biafraïse a incité les personnes suivant le live à commettre des actes de violence contre les ennemis de sa cause. La situation irrite énormément le gouvernement qui n'a pas tardé à y réagir. De nombreuses autorités reprochent à Facebook de ne pas empêcher la diffusion de ces discours haineux. Cela dit, les choses ne sont pas aussi simples. Ayant compris comment fonctionne l'algorithme de Facebook, la campagne des séparatistes biafraïse diffuse essentiellement ses messages en langues locales que le réseau social semble avoir du mal à modérer. « Pour le journaliste d'investigation nigérian Nicholas Ibekwe, cette faille rend Facebook très intéressant pour leur cause. Il estime même que d'une manière générale, « les réseaux sociaux ont été l'outil le plus efficace d'Ipob (le groupe séparatiste biafraïse ; NDLR) pour réaliser la plupart de ses objectifs ». De quoi renforcer les autorités locales dans leur envie d'accroître le contrôle sur ces plateformes.



Formation

L'AFD ouvre l'édition 2022 de sa formation destinée aux entrepreneurs d'Afrique



Afin d'aider les entrepreneurs à impact en Afrique à faire progresser leur projet, l'AFD a lancé un programme de formation hybride qui débutera à distance pour se terminer par un bootcamp présentiel en France. L'Agence française de développement a ouvert les inscriptions de l'édition 2022 du « Social & Inclusive Business Camp », un programme d'accélération et de renforcement des capacités pour booster les entrepreneurs présentant un projet à fort impact et potentiel de croissance sur le continent africain. Les candidatures individuelles c'est-à-dire en dehors d'une entreprise ne seront pas prises en compte. Pour représenter son entreprise, le candidat doit être fondateur, cofondateur, dirigeant ou en position de prendre des décisions stratégiques pour l'entité. Il est conseillé aux participants de s'assurer de bénéficier d'un accès Internet avec une connexion stable pour pouvoir suivre la formation. De plus, ils doivent s'assurer de disposer d'environ 2h par semaine sur toute la période du programme. Les formations comprennent quatre mois de coaching à distance via une plateforme d'apprentissage en ligne et une semaine de rencontre pour des cours intensifs à Marseille, en France. Ces formations sont accessibles en anglais et en français, et sont gratuites pour tous les participants. Avec les entreprises participantes, le programme poursuit quatre objectifs thématiques : améliorer la gouvernance, préparer le passage à une échelle supérieure, évaluer les besoins de financement, et évaluer les risques financiers liés aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance des entreprises, ainsi que la mesure de la performance sociale du projet. La date limite des candidatures est fixée au 26 juin prochain.

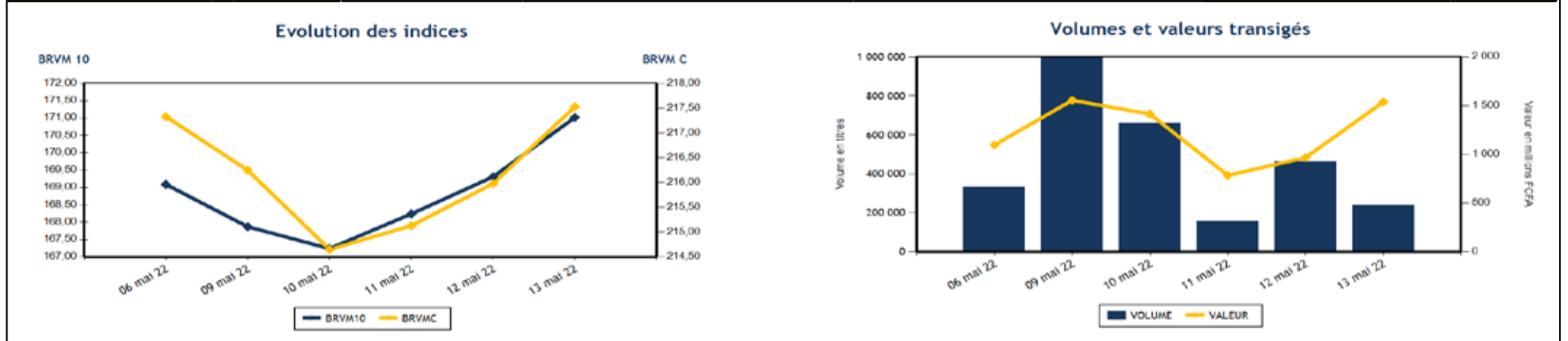
Cyber Africa Forum 2022

Abidjan, transformé en capitale africaine de la cybersécurité

La deuxième édition du Cyber Africa Forum (CAF) s'est tenue du 9 au 10 mai 2022 à Abidjan. De nombreux experts de la cybersécurité présents ont, au cours des échanges, fait de fortes recommandations pour se prémunir des menaces de cyberattaques de plus récurrentes et importantes sur le continent africain. Une nouveauté de cette édition 2022 de la CAF, une trentaine de partenaires sur leur espace d'exposition ont exposé aux participants les dernières innovations et solutions en matière de cybersécurité. Le Cyber Africa Forum, organisé par CiberObs et Jeune Afrique Media Group, peut désormais être considéré comme l'un des plus grands rassemblements de la cybersécurité en Afrique. Durant les deux jours de sa tenue au Radisson Blu Hôtel en terre ivoirienne, ce sont plusieurs dizaines d'experts panélistes et des centaines de professionnels de cet important secteur qui ont participé aux activités de réflexion et de propositions de solutions. Le thème principal de cette édition du CAF 2022, « Souveraineté numérique et protection des données comme leviers de croissance économique pour le continent africain », fortement apprécié, a été décliné en 23 sous thèmes que les experts ont discutés à travers 23 panels. « Comment mieux protéger l'industrie financière ? » ; « E-commerce et industrie face aux nouvelles menaces cyber sécuritaires » ; « La cyberdéfense, un atout stratégique pour le continent » ; etc. Autant de sous-thèmes pour autant de réflexion portée par des panélistes issus d'entreprises privées de renom, d'institutions sous-régionales et d'organes étatiques. Franck Kié, président-fondateur de CiberObs et commissaire général du CAF, lors de son discours à la cérémonie officielle d'ouverture, a déclaré que « L'objectif sera de donner à ces propositions un écho médiatique considérable et de les ériger en boussole pour l'année à venir et la prochaine édition du forum. Il s'agit de "l'Appel d'Abidjan" et nous espérons qu'il sera entendu jusqu'à Paris, Washington et Tokyo. »

Ecofin du 15 Mai 2022

BRVM 10	171,02	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 92 vendredi 13 mai 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	217,53
Variation Jour	↑ 1,01 %		Variation Jour	↑ 0,72 %
Variation annuelle	↑ 11,41 %		Variation annuelle	↑ 7,54 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 548 148 594 749	0,72 %
Volume échangé (Actions & Droits)	237 678	-41,66 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 527 423 233	272,58 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	-5,88 %
Nombre de titres en baisse	13	8,33 %
Nombre de titres inchangés	12	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 697 976 349 333	0,03 %
Volume échangé	1 075	-98,05 %
Valeur transigée (FCFA)	9 481 055	-98,30 %
Nombre de titres transigés	14	180,00 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	6	200,00 %
Nombre de titres inchangés	5	66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	5 910	7,45 %	13,76 %
CIE CI (CIEC)	2 300	6,98 %	21,37 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 850	6,07 %	-5,42 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 195	4,00 %	-11,27 %
BICI CI (BICC)	6 240	4,00 %	-15,68 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	810	-5,26 %	-15,63 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 005	-4,29 %	-15,55 %
TOTAL CI (TTLC)	2 205	-4,13 %	5,00 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 300	-3,07 %	-11,43 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 500	-2,78 %	-16,67 %

INDICES SECTORIELS


Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	114,46	0,27 %	3,95 %	6 545	10 909 860	31,02
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	522,36	2,72 %	16,38 %	91 110	1 398 191 030	9,66
BRVM - FINANCES	15	77,93	-0,28 %	1,04 %	128 385	81 259 768	7,48
BRVM - TRANSPORT	2	493,25	0,00 %	-20,72 %	25	50 910	7,93
BRVM - AGRICULTURE	5	343,21	2,35 %	41,06 %	8 055	30 237 625	5,92
BRVM - DISTRIBUTION	7	387,81	-2,97 %	-4,82 %	3 558	6 774 040	29,69
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 079,09	0,00 %	130,82 %	0	0	20,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,36	
Ratio moyen de satisfaction	16,67	
Ratio moyen de tendance	706,23	
Ratio moyen de couverture	14,16	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	5,58	
Nombre de SGI participantes	27	


Définitions


Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - Le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE
 Avenue de la République - 01
 Tél : (229) 21 31 31 36
 Fax : (229) 21 31 36 77



 BURUNDI FINANCE
 Chambre de Commerce et d'Industrie de Bénin
 BP 800 - Cotonou
 Tél : (229) 21 36 87 71
 Fax : (229) 21 36 87 72



 CÔTE D'IVOIRE
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
 Plateau - 01 Avenue Joseph Anoma
 BP 800 - Cotonou
 Tél : (229) 21 31 31 36
 Fax : (229) 21 31 36 77


 CÔTE D'IVOIRE
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
 Plateau - 01 Avenue Joseph Anoma
 BP 800 - Cotonou
 Tél : (229) 21 31 31 36
 Fax : (229) 21 31 36 77


 CÔTE D'IVOIRE
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
 Plateau - 01 Avenue Joseph Anoma
 BP 800 - Cotonou
 Tél : (229) 21 31 31 36
 Fax : (229) 21 31 36 77


 CÔTE D'IVOIRE
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
 Plateau - 01 Avenue Joseph Anoma
 BP 800 - Cotonou
 Tél : (229) 21 31 31 36
 Fax : (229) 21 31 36 77


 BÉNIN
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
 Plateau - 01 Avenue Joseph Anoma
 BP 800 - Cotonou
 Tél : (229) 21 31 31 36
 Fax : (229) 21 31 36 77


 CÔTE D'IVOIRE
 Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
 Plateau - 01 Avenue Joseph Anoma
 BP 800 - Cotonou
 Tél : (229) 21 31 31 36
 Fax : (229) 21 31 36 77

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org


UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel
 allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202
 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com


SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71


BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121


AGI
 SOCIETE DE BOURSE
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065


AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36


BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com



Communiqué de presse



Interglobe IEG et TURK Ilac s'associent pour investir dans la production pharmaceutique en Afrique

Istanbul, le 12 mai 2022 - À la suite du 3ème sommet Afrique-Turquie qui s'est tenu à Istanbul en décembre 2021, TURK Ilac, entreprise turque leader dans la production de médicaments et de vaccins, a mis en place un plan d'action conjoint avec Interglobe IEG pour construire sept usines de production intégrées sur le continent, en commençant par l'Angola, le Bénin, le Congo Brazzaville, la Guinée, la Mauritanie, le Nigéria et le Sénégal.

Cotée à la Bourse d'Istanbul depuis 2021, TURK İlaç est l'une des plus grandes entreprises turques spécialisées dans la production de produits pharmaceutiques, notamment de vaccins et de sérums.

Entre 2022 et 2024, TURK İlaç ambitionne d'établir sept usines de production intégrées en Afrique, similaires à celles qu'elle a réalisées avec succès en Turquie. Les usines de TURK İlaç seront installées en Angola, au Bénin, au Congo Brazzaville, en Guinée, en Mauritanie, au Nigéria et au Sénégal, suite à des accords avec les gouvernements respectifs de ces pays.

Principal fournisseur du programme national d'immunisation par vaccin, TURK İlaç entend désormais apporter en Afrique son expérience, son expertise et son savoir-faire pour contribuer à l'émergence d'une industrie pharmaceutique africaine.

« Le développement de ces sept unités de production à travers l'Afrique est d'une importance capitale pour le développement durable, non seulement de l'Afrique mais aussi de l'économie mondiale dans son ensemble », a déclaré Mehmet Berat Battal, président de TURK İlaç.

TURK İlaç envisage également de renforcer et étendre son empreinte dans un bloc commercial unique

afin de créer une valeur unique et partagée pour ses investisseurs et le continent africain. Outre les investissements de la médecine turque dans le secteur pharmaceutique en Afrique, des mesures encourageantes ont été prises dans le domaine de la production de sous-industries, branche indispensable du domaine. En faisant appel à toutes les capacités industrielles des entreprises du groupe TURK İlaç, qui dépendent de BATTAL Holding dans son pays, elle a réussi à réaliser des productions intégrées à faible coût, sans compromis sur la qualité.

TURK İlaç, qui dispose d'une structure financière solide, a déclaré que la société n'hésiterait pas à prendre des mesures à cet égard et était heureuse d'être soutenue à la fois par les autorités des pays dans lequel les investissements seront réalisés, par Afrexim et d'autres fonds connexes. À la suite des réunions tenues avec les autorités compétentes des pays où l'investissement sera réalisé, TURK İlaç, a reçu de très bons échos sur la garantie d'achat et l'attribution d'espaces afin d'encourager la production locale.

Cet ambitieux plan d'action et projet d'expansion a été élaboré et signé à la suite du sommet Turquie-Afrique, par Interglobe, société américaine spécialisée dans la recherche d'opportunités d'investissement en Afrique pour les compagnies étrangères. Le plan d'action de TURK İlaç pour le continent est axé sur quatre domaines-clés :

- L'investissement dans le secteur pharmaceutique en Afrique, afin de garantir la santé et le bien-être de tous ;
- Le transfert de technologies avancées et de meilleures pratiques en Afrique ;
- La promotion de l'emploi des femmes ;
- La recherche et le développement.

Ce plan s'inscrit dans la continuité des accords signés entre InterGlobe et La Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAF) visant à développer l'industrie pharmaceutique locale, créer des emplois, attirer les investissements étrangers et faciliter le transfert de technologie en Afrique.

Lors de la signature du plan d'actions, le président exécutif du groupe Interglobe IEG, Bunmi Jinadu, a déclaré : « Il est assez préoccupant que les échanges commerciaux entre pays africains ne représentent que 18% du commerce mondial. Nous croyons fermement que soutenir le développement d'une industrie pharmaceutique durable en Afrique est une contribution puissante à la réalisation des Objectifs de développement durable. L'AFCTA est un outil essentiel qui permettra d'accélérer et renforcer les échanges entre pays africains et entre l'Afrique et les autres continents et servira de catalyseur du développement durable en Afrique pour les générations futures. »

La pandémie du COVID-19 a montré comment les perturbations de la chaîne d'approvisionnement peuvent affecter les cycles et blocs de production dans le monde entier. Par ailleurs, le ralentissement de la production de médicaments et la hausse des prix ont eu un impact mondial sur l'approvisionnement en produits pharmaceutiques, en particulier pour l'Afrique, importateur de produits médicaux et pharmaceutiques.

À propos de TURK İlac :

TURK Pharmaceuticals and Serum Industry Inc. a débuté ses activités en 2010 au sein de BATTAL Holding. Le principal domaine d'activité de TURK İlac est la production de médicaments et de vaccins. La société a récemment établi la première et unique installation de production de vaccins en Turquie en tant qu'entreprise privée. Les installations de production de TURK İlac ve Serum Sanayi A.Ş., dans la région d'Akyurt à Ankara, ont une superficie totale de 56 000 mètres carrés à ce jour. Les usines sont équipées des technologies les plus avancées et tous les équipements de production ont été conçus conformément aux normes internationales. Toutes les productions sont réalisées conformément aux principes actuels de Bonnes pratiques de fabrication (BPF) et de Bonnes pratiques de laboratoire (BPL). TURK Pharmaceuticals and Serum Industry Inc. mène ses activités dans l'industrie pharmaceutique turque dans le respect des valeurs éthiques et scientifiques.

À propos d'Interglobe IEG :

Interglobe IEG est une société américaine dotée d'un prisme africain, qui aide les entreprises et les institutions internationales à comprendre comment mieux s'implanter en Afrique. Depuis 1990, son équipe de stratèges en développement économique et de professionnels de différents domaines (banque, assurance, agriculture, chaîne d'approvisionnement, fabrication...) a accompagné diverses initiatives d'entreprises dans le but d'établir une stratégie sur la manière d'attirer des investissements directs par le biais du développement économique de l'Afrique subsaharienne. L'objectif d'Interglobe IEG est de s'assurer que ces entreprises alignent correctement leurs valeurs et leurs ressources pour assurer un développement durable du continent africain. Interglobe IEG a un partenariat solide avec La Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF) pour soutenir le développement durable de l'Afrique.

Contact presse

Olga Marysa Akin-Dina

[E-mail: oa@concerto-pr.com](mailto:oa@concerto-pr.com)

Journée béninoise de la Société financière internationale

La SFI préoccupée par la compétitivité du secteur privé béninois

Le vendredi 13 mai 2022, en collaboration avec le ministère de l'économie et des finances (MEF), la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque Mondiale, a organisé à l'hôtel "Novotel" de Cotonou, une journée intitulée "IFC Day Benin 2022". Destinée à réfléchir sur les défis et les besoins du secteur privé, cette journée a mobilisé nombre de décideurs du public comme du privé.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Si il est vrai que des efforts ont été faits pour rendre plus attractif le climat des affaires au Bénin, et, par conséquent, encourager la dynamique de l'investissement, il n'en demeure pas moins que des défis restent à relever pour répondre convenablement aux besoins des acteurs du privé afin de faire du secteur privé, un axe important de la croissance économique et de la prospérité partagée. C'est fort de cette évidence que, de commun accord avec la partie béninoise, la Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque Mondiale, est allée à la rencontre des acteurs du secteur privé à travers la « Journée béninoise de la SFI 2022 ». Première du genre, cette rencontre se veut de faire connaître les axes d'intervention de la SFI



● Le présidium au lancement de la « IFC Day Benin 2022 »

; d'identifier les opportunités stratégiques et les priorités de réformes prioritaires en matière du numérique, de logement, d'agro-industrie ; et de convenir des actions stratégiques de la SFI pour soutenir le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG II). A en croire Atou Seck, Représentant de la Banque Mondiale qui a expliqué dans son adresse que

les défis du développement sont immenses dans tous les pays, la conjonction du secteur privé et du secteur public est indispensable. C'est à ce titre qu'il indique qu'il s'agit de « voir comment tous les efforts que le gouvernement a fait dans tous les domaines pour stabiliser le cadre macro-économique, vont permettre au secteur privé de prendre le relais

pour amener le Bénin à un autre niveau ». Intervenant, le vice-président régional de l'IFC pour l'Afrique, Sergio Pimenta s'est fait le devoir de reconnaître les progrès du Bénin pour un meilleur climat des affaires, et ce, malgré la pandémie de la Covid-19. « Le Bénin est l'un des rares pays qui a su maintenir et reprendre une croissance forte », va-t-

il déclarer tout en souhaitant de plus dynamiques collaborations les mois à venir. C'est alors que va intervenir le Ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, et Gouverneur du Groupe de la Banque Mondiale pour le Bénin, Romuald Wadagni. Rappelant que le second mandat du Président Talon est placé sous le signe du social, « Ce que nous faisons aujourd'hui, est comme le début de la concrétisation de cet élan que le chef de

l'Etat a voulu donner à son second mandat », a-t-il expliqué avant d'ajouter que « le gouvernement fera tout pour que de cette journée sortent de vraies réalisations concrètes pour le bénéfice de nos populations ». Ainsi, le financement du secteur privé béninois, notamment les secteurs du numérique, agro-industrie, logement, etc. restent plus que jamais, une priorité pour l'Etat et ses partenaires.



HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèdodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUDEDJI

(Correspondant Mono-Couffo)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

ECA Ministerial Conference 2022

Financing the Recovery of Africa Targeted

Announced to be held in May 2022, the 54th session of the Conference of Ministers of the Economic Commission for Africa (CoM2022/ECA) opened in Senegal on Wednesday, 11 May 2022. For a better sustainable economic recovery of the African continent, several points are under discussion.

After the 53rd session of the ECA Conference of Ministers (CoM 2022) which focused on "Sustainable industrialization and diversification of Africa in the digital era in the context of Covid-19", Dakar has been hosting the 54th session of the said Conference since 11 May 2022. Under the theme "Financing Africa's Recovery: Reaching New Horizons", the meeting, which is being held in a hybrid format and jointly organized by the Economic Commission for Africa (ECA) and the Government of Senegal, brings together high-level panelists from Governments, academia, the private sector, as well as central bank governors from Africa and elsewhere. On the occasion of this conference, the opening of which was made by President Macky Sall of Senegal, also current Chairman of the African Union, the Committee of Experts will exchange, three (03) days, on technical topics related to the theme of the said conference and certain statutory issues of the ECA. According to the ECA press team, a number of side events will also be



organized on 14 and 15 May to address issues related to health, infrastructure, education, climate action and resource mobilization to support the inclusive and sustainable recovery of African economies.

CoM2022 will also be the occasion for the launch of the ECA Phare Economic Report on Africa (era), the ECA Adebayo Adedeji Annual Conference, which this year will focus on the role of higher education and human capital development in Africa's transformation, a series of discussions and an update on the state of regional integration, trade and the AfCFTA. The choice of theme for CoM 2022, according to ECA, has

been largely influenced by the fact that development finance gaps have widened considerably since the outbreak of the pandemic. For Africa, the IMF estimates that annual spending related to the Sustainable Development Goals will increase by US \$154 billion per year, due to the pandemic, and an additional US \$285 billion over the next five years to ensure an adequate response to COVID-19. ECA believes that reducing the cost of trade credit will be key to mitigating debt-related vulnerabilities. The Commission also suggests that increased funding will require measures that create synergies between domestic and external funding from public and private sources.

Morocco-West Africa Cooperation

BOAD Signs Memorandum on Business and Investment Opportunities

The West African Development Bank (BOAD) signed this Thursday, May 12, 2022, a Memorandum of Understanding of cooperation with the Ministry of Economy and Finance of the Kingdom of Morocco. This partnership will provide significant business and investment opportunities for Moroccan economic operators in the West African sub-region.

The aforementioned Memorandum of Understanding was signed on the sidelines of the Annual Meeting of the Board of Governors of the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), held in Marrakesh from 10 to 12 May 2022. A new commitment that will provide significant business and investment opportunities for Moroccan economic operators in the West African subregion, notably through better access to information around the pipeline, potential projects and support for BOAD teams. On this occasion, Nadia FETTAH, Minister of Economy and Finance (MEF) of the Kingdom of Morocco confirms the Kingdom of Morocco's continued commitment to the development of the countries of the West African subregion, in accordance with the country's vision, in terms of promoting South-South cooperation. The Minister stressed that the Memorandum of Understanding concluded between the two parties will give greater visibility to Moroccan operators wishing to explore the considerable



economic potential of the WAEMU region, while providing the countries of the region with Moroccan expertise and know-how in BOAD's fields of activity. On the side of BOAD, WAEMU's development finance institution, President Serge EKUE believes that the excellent cooperation relationship between the two institutions over the past nine years is thus being strengthened through

a new chapter. To this end, the Kingdom of Morocco and BOAD will establish a framework for exchanges and periodically define their work programme in the areas of infrastructure, energy, agriculture and food security, housing, including social housing and tourism, health and education, and the financing of micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs) and young project leaders.

Adapted and Translated from French into English by:
Albéric Djomaki,
CEO at LMS (www.lmsgroupafrica.com)
American Translators Association (ATA) Associate Member
References:
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/jif-2022-la-fondation-moov-africa-celebre-les-femmes-handicapees/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/africa-investment-forum-des-projets-bancables-de-plus-de-50-milliards-de-dollars-a-decouvrir/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/06/inclusion-economique-dans-le-monde-le-benin- parmi-les-23-pays-a-ameliorer-leur-lois-en-faveur-des-femmes/>

Congrès ordinaire de l'UIB

L'imam de Bohicon El-Hadj Idrissou Boukary élu président

L'événement le plus attendu par la communauté musulmane, est bien évidemment le renouvellement des instances dirigeantes de l'Union islamique du Bénin (UIB) avec l'élection du président du Bureau Exécutif National (BEN). Lors de l'élection des membres des organes de l'UIB, samedi 14 mai 2022 à Bohicon, l'unanimité a été faite autour de Cheick Idrissou Boukary, imam de la mosquée centrale de Bohicon porté à la tête de l'union.

Préélu à la tête de l'Union Islamique du Bénin (l'UIB), Cheick Idrissou Boukary, imam de la mosquée centrale de Bohicon prend les rênes de l'organisation musulmane pour un mandat de cinq ans. Un homme très calme, Idrissou Boukary est un symbole de la dignité, de l'humilité, de l'honnêteté et de la fidélité à Allah et à son prophète, Mohammed. Nanti d'une licence en droit islamique, le nouveau président de l'UIB a fait ses études en Arabie Saoudite. En 1983, il a été turbanisé et devient ainsi l'imam de la mosquée centrale de Bohicon en succédant à son feu père décédé en 1980. 39 ans plus tard, il accède à la présidence de la plus haute institution musulmane au Bénin suite à de nombreuses



tractations conduites de main de maître par El Hadj Daouda Lawal. A la tête du Bureau Exécutif National de l'UIB constitué de 47 membres, Cheick Idrissou Boukary, aura à conduire avec dextérité la destinée de l'Union. Sur ce vaste chantier, l'imam entend travailler en synergie d'actions avec tout le monde.

« Chers congressistes merci d'avoir placé votre confiance en ma modeste personne en me désignant à la tête du Bureau Exécutif National de l'UIB. Mes sincères reconnaissances à ceux qui de près ou de loin ont contribué de quelque manière que ce soit à la réussite de cette rencontre. La mission que

vous venez de me confier est délicate, mais avec vos soutiens nous allons venir à bon port », a déclaré l'imam au mieux de ses émotions. Avec son riche parcours, il nourrit de nobles ambitions pour l'Union. Durant le prochain quinquennat, il pense donner un nouveau souffle à l'association communautaire à travers des projets de développement, de renforcement de capacités des imams, d'éducation des fidèles notamment les enfants et de lutte contre les mauvaises pratiques qui ternissent l'image de la religion. L'expansion de l'islam fait également partie de ses priorités. Au bout des cinq prochaines années, l'Union Islamique du Bénin va redorer son blason d'antan.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)

Restauration à l'école

Extension des cantines à 75% dans les écoles de Djougou

Depuis le lancement de la cantine scolaire dans les écoles, le gouvernement œuvre pour son extension. Parti de 51% au départ, aujourd'hui le taux de couverture de la cantine scolaire est passé à 75% au plan national. Dans le département de la Donga, 107 nouvelles écoles viennent de s'ajouter aux 297 écoles déjà bénéficiaires.

Selon le représentant résident du Programme alimentaire mondial (Pam) Guy Adoua, il a été dénombré 531 écoles primaires publiques dans le département de la Donga et à ce jour il y a 404 écoles dont 297 anciennes et 107 nouvelles, ce qui fait un taux de couverture de 76%. Il ne reste que 127 écoles à couvrir. Dès la rentrée scolaire prochaine, le taux de couverture de 100% sera atteint pour le plaisir des enfants de la Donga. Pour Arouna Moumoune, directeur de l'école primaire publique de Moudostchori, il y a des problèmes qui pourraient porter atteinte au bon déroulement des cantines scolaires si rien n'est fait. Il s'agit entre autres, de l'inexistence d'eau potable, du matériel de jardinage, des ustensiles de cuisine et

l'électrification de l'école. Le représentant résident du Programme alimentaire mondial (Pam) sollicite l'engagement des communautés à suivre le fonctionnement des cantines et des enseignants pour fournir des statistiques fiables sur la participation des enfants impactés. L'ambition du gouvernement est de couvrir 100% des écoles en cantine scolaire. Et cet objectif ne peut être atteint sans l'accompagnement de tous les acteurs de la chaîne. Dans ce cadre, le Programme alimentaire mondial lancera bientôt un numéro vert pour permettre de signaler les problèmes et les dysfonctionnements liés aux cantines scolaires dans toutes les écoles.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-Donga)

Cherté de la vie et des mesures du Gouvernement

Aurélié ADAM SOULE ZOUMAROU et Seidou ADAMBI au contact des populations du Borgou

La cité de Bona Kéri, après celle de Pèrèrè dans la matinée du samedi 14 mai 2022, a reçu la délégation gouvernementale en tournée dans le département du Borgou, dans le cadre de la campagne d'explication sur la cherté de la vie et les mesures d'atténuation prises par l'exécutif pour soulager les populations.

Venues massivement écouter les messages du Président de la République, son Excellence Patrice TALON, ces dernières, majoritairement composées d'agriculteurs et d'éleveurs ont suivi avec attention, les explications de Madame Aurélié ADAM SOULE ZOUMAROU, Ministre du Numérique et de la Digitalisation et de Monsieur Seidou ADAMBI, Ministre de l'Eau et des Mines, chef de file de la délégation. Prenant la parole à tour de rôle en face d'une audience attentive, les deux ministres, après le mot de bienvenue délivré par le Maire de la commune, Monsieur Daouda Saka Méré, ont exposé les principales causes de la montée exponentielle des prix des produits de grande consommation et les mesures d'atténuation rapidement prises par le Gouvernement pour rendre accessible ces produits aux citoyens. A l'instar de Kalalé, Nikki, Sinendé, Bembèrèkè, Pèrèrè, les échanges se sont déroulés en langues locales afin de faciliter une bonne compréhension des populations. Ces dernières ont saisi l'occasion pour remercier le gouvernement pour tous ses efforts remarquables et salutaires en faveur du bien-être socio-écono-



mique. Elles ont également profité de cette séance pour aborder les préoccupations relatives à la transhumance et la symbiose entre agriculteurs et éleveurs. « Nous avons pris bonne note de vos doléances et les retours seront faits à qui de droit. Vous observerez un changement dans les prochaines semaines car le gouvernement est à pied d'œuvre pour leur satisfaction », ont rassuré les membres du gouvernement. Certains citoyens présents à la séance se sont également exprimés sur cette initiative du gouvernement. Selon Madame GADO Maurice Madeleine, Secrétaire Générale de la FNP, une fédération qui s'occupe des amandes et beurre de karité, « cette sortie de la délégation du gouvernement vers les populations est capitale et si le gouvernement n'avait pas fait des subventions au

niveau des produits, nous allons endurer plus que ce que nous endurons. Maintenant, c'est à nous, le peuple de voir ce que nous pouvons faire comme complément pour que la vie nous soit plus facile », a-t-elle ajouté. À sa suite, Madame LOGOU OLAYODE Louise, Institutrice à N'Dali s'est dite satisfaite de cette sortie qui lui a permis d'épancher sa soif d'informations réelles sur la cherté de la vie. « On ne comprenait pas pourquoi les prix des produits alimentaires ont augmenté. Mais avec ces explications de la délégation gouvernementale, nous avons compris et porterons le message à nos sœurs. » La tournée gouvernementale dans le département du Borgou s'est poursuivie ce dimanche 15 mai 2022 avec l'étape de Parakou.

Source externe

Développement du secteur privé

La CCI Bénin forme plusieurs chefs d'entreprises au programme Empretec

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI Bénin), dans sa mission de fournir des services innovants aux entreprises, a initié la formation IMPRETEC à l'endroit de plusieurs chefs d'entreprise béninois. La 1ère session de cette formation a eu lieu du 09 au 14 mai 2022 dans les locaux du Centre de Promotion et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (CePEPE). La cérémonie de clôture de cette 1ère session a lieu ce samedi 14 mai 2022.

Concomitamment à la formation sur le Parcours de l'entrepreneur à travers laquelle la CCI Bénin offre un accompagnement aux jeunes entreprises, l'institution consulaire forme plusieurs opérateurs économiques au programme EMPRETEC. Selon le communiqué de la CCI Bénin, ce programme novateur du système des Nations Unies pour la promotion de l'entreprenariat

est un mécanisme qui vise à modifier les comportements d'un groupe choisi d'entrepreneurs prometteurs, en les aidant à transcrire leurs idées en actions et en soutenant les entreprises naissantes dans leur processus de développement. En initiant cette formation, la CCI Bénin renforce les capacités des chefs d'entreprises et les outille à faire face aux réalités des marchés national

et international. La formation a été délivrée par des formateurs du CePEPE qui est une agence spécialisée de la CCI Bénin certifiée à la norme ISO 9001 version 2015. Cette agence est le seul centre EMPRETEC dans la sous-région Ouest africaine francophone. Dix sessions de formation Empretec sont prévues à Cotonou et dans les autres régions pour l'année 2022.

Cherté de la vie

Le Gouvernement s'explique devant les populations de Zou-Collines

Les membres du Gouvernement, associés aux cadres de chaque milieu, étaient, le weekend écoulé, devant les populations des départements du Zou et des Collines. Objectif, leur expliquer les causes et les différentes mesures prises par le Gouvernement pour juguler la crise liée à la cherté de la vie.

L'inflation que l'on observe sur le marché alimentaire la polémique au sein de l'opinion publique. Pour certains, elle est due à la mauvaise politique du Gouvernement. Pour d'autres, elle est une situation mondiale et non nationale. Se sentant donc interpellé par ces diverses interprétations, le Gouvernement est descendu vers les populations à la base pour leur apporter la vraie information et leur éviter l'amalgame et l'intoxication. C'est le but visé par la tournée gouvernementale en cours dans les Communes. Bohicon a ouvert le bal dans le Zou en recevant les émissaires du Gouvernement que sont les ministres, les députés, le préfet, les maires et les cadres de la région. La maison des jeunes était noire de monde. C'est dans cette ambiance de forte mobilisation que le ministre de la défense lance les hostilités. « Nous ne sommes pas en campagne politique mais en campagne d'explication et de sensibilisation », a déclaré Alain Fortunet Nouatin, le chef de la délégation du Zou pour préciser le contexte de la rencontre. « Oui, les temps sont durs, très durs même », a reconnu son collègue des travaux publics, Hervé Hèhomey. « Mais le Bénin, n'est pas seul dans cette souffrance. C'est pire ailleurs », a ajouté le ministre de la défense pour éclairer leur lanterne. Devant les populations de Bohicon et de Zangnanado assoiffées d'informations, le chef de file et les membres de la délégation se sont évertués à expliquer avec pédagogie les réels mobiles qui justifient la cherté de la vie observée depuis quelques mois. A l'occasion, la panoplie de mesures prises par le Gouvernement du Président Patrice Talon est exposée aux populations. D'après



Alain Fortunet Nouatin, la situation est due à trois déterminants à savoir la pandémie de la Covid-19, la guerre entre l'Ukraine et la Russie, deux grands pays producteurs de farine de blé et de produits pétroliers et dont les effets se font encore sentir, et le terrorisme dans le Sahel.

Les mesures d'accompagnement du Gouvernement

Face à cette cherté de la vie, le Gouvernement n'est pas resté les mains mortes. Il a pris la mesure de la situation en injectant plusieurs milliards de subvention à travers une série d'initiatives qui ont été présentées aux populations. Ce sens d'anticipation a permis d'éviter le pire. De leurs différents exposés, on retient que le riz importé ordinaire aurait pu être vendu à 21 500, mais grâce à une réduction de la Tva de 80%, il est cédé à 18 000 f CFA sur le marché. Pareil pour la farine de blé. Aujourd'hui le blé local est vendu à 29000 au lieu de 34 200F. Il a également agi sur l'huile végétale importée et produite localement. La première est vendue à 33 000 au lieu de 38 000. Celle de Fluidor est livrée à 30 000 au lieu de 35 000. Ces mesures d'accompagnement ont aussi pris en compte d'autres domaines dont ceux de l'agriculture et de l'élevage.

Gaston Dossouhoui

dans les Collines pour le même exercice

A la tête de la délégation du département des Collines, composée des ministres Éléonore Ladékan Yayi, de Jacques Ayadji, de Valère Tchobo, Jean Eudes Okoundé et de bien d'autres, Gaston Dossouhoui, ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche a échangé avec les populations des Communes de Dassa-Zoumè et de Glazoué lors de la première journée. Dans un langage franc et sincère, le chef de file de la délégation a convaincu ses parents au sujet des causes qui ont induit la cherté de la vie. Ils n'ont pas manqué d'attirer l'attention de la population sur la responsabilité qui est la leur dans le respect des mesures d'accompagnement sur le marché. Pendant trois jours, toutes les Communes ont été parcourues. Dans le département des Collines, les communes de Bantè et de Savalou sont les dernières étapes. A la suite de la tournée gouvernementale, les maires de chaque Commune, appuyés des cadres natifs de leurs différentes localités, prendront le relais en sillonnant les jours prochains l'ensemble des arrondissements de leur territoire de compétence. Cet exercice leur permettra de partager avec les populations à la base les informations reçues des émissaires du Gouvernement.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)

Masters 1000 de Rome

1.000 victoires pour Djokovic qui file en finale

Dans sa course pour devenir le GOAT du tennis, Novak Djokovic vient de franchir une barre symbolique. Le joueur a décroché samedi sa 1.000e victoire pour atteindre la finale du Masters 1000 de Rome, avec l'objectif d'une sixième couronne sur la terre

battue italienne à une semaine du début de Roland-Garros. « Si j'avais pu choisir un endroit où fêter cette 1000e victoire, cela aurait été en Serbie ou ici », a souri « Nole » en recevant un gâteau affichant le nombre symbolique. Il est, à 34 ans, le

cinquième joueur à intégrer ce club très fermé qui ne comptait jusqu'ici comme membres que Jimmy Connors (recordman avec 1.274 succès), Roger Federer, Ivan Lendl et Rafael Nadal.

20 minutes



FNDA FONDS NATIONAL
DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
RÉPUBLIQUE DU BENIN



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

APPEL À PROJETS

Le Fonds National de Développement Agricole (FNDA) avec le soutien de la Coopération Suisse, lance un appel à projets pour la subvention des initiatives agricoles à caractère privé au profit des OPA et des MPME

~~DATE LIMITE : 13 MAI 2022~~



Délai prorogé jusqu'au
03 juin 2022

Formulaire de soumission et
informations disponibles
sur le site internet

www.fnnda.bj

Pour toute demande d'informations complémentaires, rendez-vous à l'ATDA du ressort territorial de la commune concernée ou par mail à contact@fnnda.bj